

Les socialistes et la place de l'enfant dans la société future

Intervention de Nathalie Brémand au séminaire du 9 février 2011, auteur de *Les socialismes et l'enfance Expérimentation et utopie (1830-1870)*, Presses universitaires de Rennes, 2008.

Ce livre est la version remaniée de ma thèse de doctorat soutenue à la Sorbonne en 2006. J'avais auparavant écrit une monographie sur Paul Robin et l'orphelinat de Cempuis puis étudié l'éducation libertaire et je souhaitais travailler sur la période précédente. Des études existaient déjà, notamment celle de Georges Duveau sur la pensée ouvrière et l'éducation et celle de Maurice Dommanget, *Les grands socialistes et l'éducation*. Mais il m'est apparu que l'intérêt de ces ouvrages portait essentiellement sur la pédagogie et l'éducation et je souhaitai de mon côté aborder la question plus large de l'enfance. Certes ces sujets étaient liés et même très proches, mais les représentations de l'enfance que véhiculaient les socialistes, la conception qu'ils avaient de cette classe d'âge ou encore le statut qu'il donnait à l'enfant étaient des thèmes qui n'avaient pas encore été étudiés.

Ce travail voulait donc apporter une pierre aux nombreuses études portant sur l'histoire de l'enfance au XIX^e siècle qui se sont multipliées depuis la publication de l'ouvrage fameux de Philippe Ariès sur *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*. Cet ouvrage a en effet suscité beaucoup d'intérêt et de très nombreuses interrogations sur ce sujet qui ont mis en évidence une évolution des attitudes à l'égard des enfants et un investissement des adultes dans l'enfant à l'intérieur de l'espace privé et public. Il m'a paru intéressant de chercher à connaître les attitudes des socialistes de cette période sur cette question. Par ailleurs, il est important de confronter cette problématique à une réflexion sur le statut actuel de l'enfant. Aujourd'hui, d'après la Convention internationale des droits de l'enfant de 1989, c'est celui d'un individu à part entière qui détient de nombreux droits comme ses parents. Mais ce statut fait débat entre détracteurs de ce qu'ils appellent l'« enfant roi » et défenseurs de « l'enfant-personne ». Ce qu'il convient de noter, c'est que l'évolution qui a mené à ce statut moderne de l'enfant a été très progressive et que le XIX^e siècle a été une période charnière dans cette avancée. La question était donc de chercher à savoir si les premiers socialistes, qui voulaient changer radicalement la société, avaient participé à ce que Philippe Ariès appelle le « sentiment de l'enfance » au XIX^e siècle et s'ils avaient contribué, et dans quelles mesures, à l'évolution de son statut.

Le choix de la période à étudier, quant à lui, se justifiait aisément : 1830 est considérée comme la date de naissance du socialisme (même si la question reste toujours à préciser), et les années 1870 correspondent à une rupture dans son histoire avec la naissance du mouvement ouvrier et la répression lors de la Commune de Paris. Cette période de quarante années représente la première grande phase historique du mouvement socialiste.

La place de l'enfant dans les projets de société

Les premiers socialistes (ce terme me semble préférable à celui plus classique de « socialistes utopiques ») ont produit une très grande quantité d'écrits, formulant leurs doctrines, leurs idées, et décrivant la société future. Les questions essentielles qu'ils abordent à ce stade concernent le statut de l'enfant et sa place dans la société. La plupart d'entre eux affirment que l'enfant a des droits et des devoirs sociaux, qu'il peut s'exercer à la vie politique dès son plus jeune âge. Il a une parole et une voix. La formulation de certains de ces droits est assez moderne pour l'époque : par exemple, chez de nombreux auteurs, l'enfant a la possibilité de choisir lui-même ses enseignants dès le plus jeune âge. Certains évoquent des tribunaux d'enfants. Ils abordent aussi la question de la mixité, et se prononcent majoritairement pour la coéducation des sexes – même si les mises en place varient selon les écoles socialistes.

L'organisation du travail, base de la société future, est une préoccupation essentielle. Des penseurs comme Fourier et Proudhon, à la suite de Saint-Simon, pensent que le travail est épanouissant. Mais il est important de noter qu'il ne s'agit pas du travail tel qu'il est pratiqué à l'époque mais d'un travail revisité avec la possibilité pour les individus de choisir ce qu'ils aiment faire, de faire de la « papillonne » comme chez Fourier, un « travail attrayant » qui supposait une série d'aménagements. C'est donc un travail beaucoup plus proche de l'idée de plaisir, et c'est surtout une tâche qui correspond aux vocations de chacun. Cette idée de vocations est très importante. Le jeune doit pouvoir les découvrir et toute la démarche pédagogique va viser à le mettre en situation de trouver ses vocations, tournées vers le monde de la production.

Une autre idée très répandue est que l'enfant doit rembourser les frais de son éducation. C'est d'ailleurs aussi pour cela qu'il travaille. L'enfant va régler le coût de l'éducation qu'il a reçu car, précisément, l'individu ne doit rien devoir à la société ! Dans la communauté fouriériste, il n'y a pas d'Etat. C'est le groupe qui va s'occuper de l'éducation de l'enfant. Et c'est en échange de cet effort de la communauté que l'enfant va contribuer à la production pour rembourser les frais d'instruction. Proudhon reprend aussi ce système de manière très appuyée. Chez lui, des grands travaux publics effectués par les enfants-adolescents vont permettre le remboursement de leurs frais d'éducation. Un point ici doit être précisé : les revenus attribués aux enfants, en fonction du travail effectué, ne sont pas remis aux parents et particulièrement au père, comme c'était le cas dans la société de l'époque. Il y a un rapport contractuel entre l'enfant et la collectivité. De sorte que l'on peut voir dans ce système une manière de contourner l'autorité paternelle et dans une certaine mesure d'émanciper l'enfant.

Il ressort de l'essentiel des écrits des socialistes de cette période qu'à l'école il ne doit y être exercée aucune violence ni contrainte. Si les textes officiels de l'époque interdisent le recours aux violences, des mauvais traitements étaient encore pratiqués. Ce que les socialistes proposent principalement dans la société future, quand le jeune est déviant, c'est l'exclusion, le bannissement, la mise à l'écart, voire la publicité ; c'est-à-dire l'affichage destiné au jugement des autres. Il y a aussi la mise en place d'exercices judiciaires par certains socialistes en créant des petits tribunaux gérés par les enfants avec un système de jugement par les pairs. Flora Tristan, elle, fait appel aux patriarques (c'est-à-dire, pour l'époque, des personnes de plus de soixante ans) pour éduquer les plus jeunes et, si besoin, les juger. Au passage, on peut voir aussi, dans cette utilisation des vieillards, le signe d'une société qui se conçoit comme désireuse de ne rien perdre des potentialités des individus.

La place destinée à l'enfant dans l'architecture privée et publique et dans la distribution des espaces est aussi significative des considérations nouvelles concernant l'enfance. A une époque encore où, même dans les ménages bourgeois, l'enfant n'avait pas de chambre à coucher et dormait le plus souvent dans les antichambres avec les domestiques, les différents auteurs pensent à de nouvelles distributions spatiales qui privilégient un espace personnel pour l'enfant. Cela se traduisait par l'attribution de lieux de plus en plus précis et individualisés dans l'organisation de l'espace, témoignant d'une reconnaissance des besoins spécifiques de l'enfant.

Les socialistes ont aussi beaucoup réfléchi à la question de la relation pédagogique en revisitant le statut de l'instructeur. Pour Fourier, les enseignants doivent être choisis par les enfants. Celui qui enseigne n'est d'ailleurs pas forcément un « enseignant ». Pour Dézamy, la relation pédagogique suppose une relation affective. Chez de nombreux auteurs, on trouve l'idée que tout le monde est enseignant, que tout le monde peut l'être car enseigner n'est pas un métier. Qu'un ouvrier puisse très bien enseigner en transmettant ses savoir-faire est une idée très présente chez Proudhon, par exemple.

Expériences et réalisations

Les réalisations étaient, pour les socialistes, à la fois un moyen d'expérimenter leurs idées, de faire du prosélytisme, et aussi de préparer le changement de société. Ils étaient majoritairement hostiles au changement brutal de régime, à part des insurrectionnels comme Blanqui ou des néo-babouvistes. Cette hostilité était plus manifeste encore lorsque l'on évoquait un changement de société provoqué par des actes violents. Ils pensent au contraire que celui-ci doit être préparé progressivement ; c'est pour cela d'ailleurs que l'on peut les appeler « réformateurs sociaux ». Le changement doit être amené par des réformes et par la mise en pratique progressive de leurs théories dans des réalisations expérimentales. Les deux pôles majeurs de ces expérimentations sont l'organisation du travail et l'éducation des enfants. Ces idées généreront les communautés utopiques fouriéristes ou cabetistes, le familistère de Guise, la communauté de Leroux à Boussac, mais aussi d'autres petites réalisations, plus ponctuelles ou modestes, mais très intéressantes.

L'étude de ces réalisations permet d'évaluer la place accordée par les socialistes aux enfants, et permet également d'entrer en « contact » avec ceux-ci, acteurs de ces expérimentations. Si les sources écrites par les enfants sont rares, on trouve toutefois certains témoignages de personnes ayant vécu leur enfance dans des communautés utopiques.

Le rôle important attribué aux enfants fait partie des caractères les plus originaux de ces réalisations. On considère que dès sa naissance l'enfant est éduicable ; idée qui n'a rien d'évident à l'époque. Il faut le préparer à assumer le rôle qui sera le sien plus tard dans la société à venir. Les socialistes travaillent sur des enfants très jeunes, des générations « innocentes et pures » pour pouvoir les « modeler » afin qu'il fasse ensuite fonctionner la société future. La plupart du temps, on les met à part, comme pour préserver leur innocence, les préserver des méfaits et stigmates de la société présente. Dans les expérimentations sociales, les enfants sont ainsi séparés des adultes pour ne pas subir leur influence ; ceux-ci sont considérés comme encore trop emprunts des vices de la société. Cela est très net chez Cabet dans les communautés icariennes qui refuse que les parents voient leurs enfants trop souvent. Globalement, dans toutes ces réalisations, d'avantage que le bonheur personnel de l'enfant c'est sa destinée qui intéresse et qui est perçue dans une perspective collective.

Conclusion

On peut dire à l'issue de cette étude que les socialistes ont participé à l'émergence de l'intérêt pour l'enfant et d'un développement d'un important sentiment de l'enfance dans les mentalités. Ils s'inscrivaient dans une tendance générale du XIXe siècle qui envisageait l'éducation dans le cadre de la résolution du problème social et donnait à l'enfant un rôle actif dans le changement de société ; son statut s'en trouvait relevé.

Les socialistes ont aussi beaucoup participé à l'évolution des mentalités vers une démocratisation de l'instruction qui a amené à la mise en place de l'école Ferry. La problématique de l'école n'est pas forcément importante chez tous ces socialistes. Mais ils ont œuvré dans le sens de la préparation d'une éducation plus démocratique, « universelle » étant le mot qu'ils utilisaient plus volontiers. Le cas le plus frappant est celui de Godin qui, à partir de 1859, soit plus de vingt ans avant les lois Ferry, met en place au familistère de Guise une école gratuite, obligatoire, laïque et mixte.

Par la diffusion de leurs idées et de façon plus directe par leur investissement dans leurs réalisations, on peut dire que les socialistes ont soutenu et préparé plus généralement la fondation progressive tout au long du siècle des structures liées à l'enfance. Ils ont beaucoup milité pour les crèches, les salles d'asile dans les années 1830-1840, et bien sûr pour les écoles ; ils ont développé des idées allant dans le sens de ce qu'on appelle aujourd'hui la protection de l'enfance. Ils ont accompagné l'évolution des mentalités qui a conduit à la prise en charge d'une grande partie de l'existence de l'enfant par l'autorité publique au détriment de ses parents.

Nathalie Brémand, février 2011.